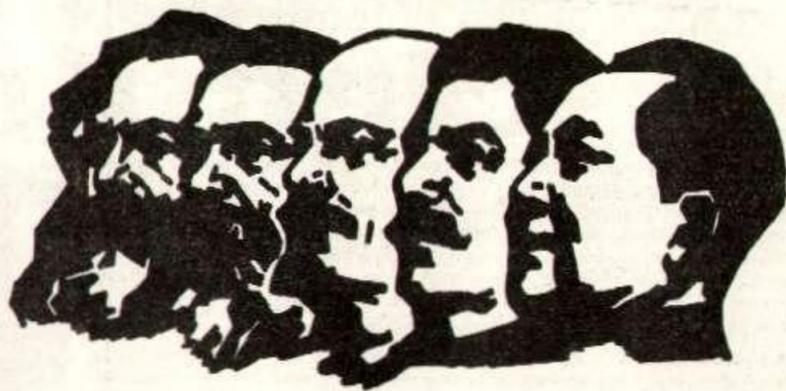


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 63/22 MARS 1973/ PRIX: 1,2 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON/BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

LUTTONS POUR NOS REVENDICATIONS POUR L'ABROGATION DE LA CIRCULAIRE FONTANET

Les élections terminées les travailleurs peuvent faire leurs comptes : c'est toujours la même majorité réactionnaire qui se dégage au parlement. Même si l'UDR enregistre un très net recul ce recul avait été de longue date préparé et prévu par la bourgeoisie elle-même. C'est pour reconduire une telle majorité que les travailleurs ont vu leurs luttes baïllonnées par les Séguys et les Maire, enterrées par les discours sur « vivre mieux, changer la vie » des Marchais-Mitterand. Combien d'entre vous, camarades, n'ont pas entendu quand vous partiez en lutte, les délégués affirmer : « inutile de recourir à la grève pour faire aboutir vos revendications ; si la gauche passe le 11 mars, elle vous les accordera tout de suite ». Combien d'entre vous sur la base de ces affirmations mensongères ont cru jusqu'au bout qu'il pouvait sortir de ces élections une

amélioration du sort de la classe ouvrière.

Aujourd'hui les résultats sont là. Ces élections ont uniquement servi à redistribuer les rôles au sein de l'ancienne majorité, à l'élargir à d'éventuels réformateurs. Car, à l'évidence, c'est à une telle coalition que la classe capitaliste va confier la gestion de ses intérêts, même si, à plus long terme, pour donner à la classe ouvrière l'illusion du changement, d'autres combinaisons pourront être mises sur pied dans le nouveau parlement élu.

Par exemple les œillades que le « centre », de Giscard à Lecanuet envoient au parti socialiste visent à préserver, pour l'avenir, la possible participation du PS au gouvernement au côté de ce « centre ». Le nouveau visage de « gauche » que s'est remodelé le PS, aidé en cela par le P" C" F, devrait per-

mettre, estime la bourgeoisie, de désamorcer les mouvements revendicatifs.

Par exemple aussi, au cas où le PS tout seul au gouvernement comme parti de « gauche », ne suffirait pas à réprimer un puissant mouvement revendicatif, c'est à « l'union de la gauche » que la bourgeoisie aurait recours.

Voilà travailleurs ce qui est sorti des urnes : la possibilité pour la bourgeoisie de mettre sur pied de multiples combinaisons pour tenter de vous duper, pour perpétuer votre exploitation.

Aujourd'hui rejetez vos illusions, n'écoutez plus ceux qui pendant des mois vous ont promis une amélioration de votre sort par les élections ; revendiquez, recourez à la lutte résolue pour faire aboutir vos revendications. Combattez dès aujourd'hui la politique

mise au point par la bourgeoisie pour vous exploiter. Elle comporte deux volets : d'un côté les mesures démagogiques du programme de Provins, de l'autre, la menace de la circulaire Fontanet.

• Par les miettes alignées dans le programme de Provins, que Messmer, à, au dernier moment, recopiées sur le « programme commun » de la gauche, la bourgeoisie veut tenir en haleine le prolétariat, tout en fixant le cadre de ses revendications. Mais que peut attendre la classe ouvrière de telles promesses faites par des individus qui depuis 15 ans mènent une politique anti-ouvrière ? Que peuvent attendre les travailleurs d'un programme qui, derrière des promesses démagogiques, perpétue la hausse des prix, la hiérarchie, le despotisme patronal, le chômage..., d'un programme qui ignore les véritables revendications de la classe ouvrière contre l'intensifi-

cation du travail, le salaire au rendement, le travail en 4 x 8...

• Par la circulaire Fontanet qui suspend au dessus de chaque immigré une menace d'expulsion, la bourgeoisie veut enchaîner les couches immigrées du prolétariat de France, et paralyser tout le prolétariat : quelles victoires pour raient arracher les ouvriers français si, quand ils arrêtent le travail, leurs camarades immigrés sont contraints de rester sur la chaîne.

Cette tactique à double face de la bourgeoisie n'est pas combattue par les syndicats révisionnistes et réformistes malgré les apparences qu'ils veulent se donner. Quand Séguys déclare qu'il faut « mettre Messmer au pied du mur », lui demander de négocier sur le Programme de Provins, il se place dans le cadre qu'a fixé la bourgeoisie aux revendications de la classe ouvrière. Voilà qui indique bien par exemple le sort que réserve la CGT aux luttes contre le salaire au rendement ou la hiérarchie, aux travailleurs qui estimeront les 1000 francs largement insuffisants pour survivre aujourd'hui.

De même la CGT et CFDT peuvent aujourd'hui prétendre qu'ils dénoncent la circulaire Fontanet, on sait comment ils ont collaboré à sa préparation au début de 72, on sait comment ils ont applaudi ses « aspects positifs » en septembre quand elle a été promulguée, on sait comment aujourd'hui dans certaines luttes locales engagées par des ouvriers immigrés contre cette circulaire, ils ont condamné « les actions minoritaires ». Jamais en aucun cas la CGT, pas plus que la CFDT n'a mobilisé le prolétariat français contre cette circulaire.

Contre cette tactique à double face de la bourgeoisie, contre la complicité des syndicats CGT et CFDT, les travailleurs doivent engager l'action :

- Refusons de nous battre sur le programme de Provins, et ses miettes ; formulons nos revendications, établissons notre plateforme revendicative, engageons l'action pour la faire aboutir !

- Engageons la lutte au coude à coude, ouvriers français et ouvriers immigrés, pour obtenir l'abrogation de la circulaire Fontanet.



PARIS : DES OUVRIERS TUNISIENS OCCUPENT LE BUREAU DE LA MAIN D'OEUVRE POUR OBTENIR LA CARTE DE TRAVAIL

abrogation de la circulaire fontanet

Les luttes contre la Circulaire Fontanet se multiplient : nos correspondants de Lille, Montpellier après celui de Feyzin en témoignent. A Strasbourg, pour lutter contre l'expulsion d'un hôtel-taudis rue Geiler (le propriétaire veut le transformer en hôtel de grand luxe) une dizaine de travailleurs immigrés occupent 6 chambres de l'hôtel. Une expulsion de leur logement entraîne, à cause de la Circulaire Fontanet, l'expulsion de France. Ils réclament un logement collectif avec un loyer correct. Pour soutenir cette occupation, 2 travailleurs immigrés et un français ont entamé une grève de la faim, le 14 mars.

Plus que jamais, pour obtenir satisfaction, pour obtenir l'abrogation de la Circulaire Fontanet ; il faut rassembler ces courants de lutte locaux, rassembler les ouvriers français, immigrés et tous ceux qui combattent cette circulaire, construire une mobilisation nationale contre la circulaire Fontanet capable de faire céder la bourgeoisie.

créons partout des comités pour l'abrogation de la circulaire Fontanet ! préparons pour le 1er mai des manifestations pour obtenir l'abrogation !



pompidou-bourguiba complices

Le 5 mars ; le gouvernement réactionnaire de Bourguiba a lourdement frappé 5 militants révolutionnaires tunisiens accusés de « maintien d'une association non autorisée », en l'occurrence le GEAST qui édite « Perspectives » en français et le « Travailleur Tunisien » en Tunisie. Aïcha Ben Abed a été condamnée à 3 ans de prison, Salem Ben Yahia à un an, pour Nourreddine Ben Khaber et Gilbert Naccache, le gouvernement a ajouté aux 16 ans et demi qu'il leur avait déjà infligé en 1968, 3 ans pour l'un, 1 an pour l'autre. Un militant révolutionnaire belge Francis Lavaux a été condamné à un an de prison et 100 F. d'amende pour solidarité.

Des condamnations aussi fortes entrent dans le cadre d'une répression qui s'accroît face à la montée des luttes populaires en Tunisie contre le pouvoir réactionnaire et répressif de Bourguiba :

— Le 19 février, 2500 cheminots de Sfax et du Sud déclenchent une grève pour obtenir une augmentation de 15 dinars, et pour l'application d'un statut obtenu en mars 72 à la suite de luttes, au moment même où Bourguiba descendait en tournée dans le sud.

— En même temps les ouvriers de la SIAPE ont déclenché une grève de 2 h en signe de solidarité.

— Dans les lycées de Gafsa, la visite de

Bourguiba a été l'occasion d'exprimer le mécontentement des lycéens contre les exclusions massives. Des manifestations de solidarité ont eu lieu à Tunis.

— A Tunis, les ouvriers des carrières et de la SIMET ont fait grève pour une augmentation de salaire avec le soutien des étudiants.

A BAS LE FANTOCHE BOURGUIBA OPPRESSEUR DU PEUPLE TUNISIEN !

Dans un communiqué, le gouvernement tunisien réprovoque « le comportement irresponsable de ces malheureux candidats à l'emploi » qui « risquent de porter atteinte au prestige de la Tunisie et en tout cas indisposent les autorités françaises ».

Belles paroles de fantoche ! Pour Bourguiba, revendiquer le droit au travail, c'est être irresponsable. Evidemment puisque lui, comme ses maîtres de Paris, ont tout intérêt à laisser se développer le chômage parmi les ouvriers tunisiens. Et puisque après tout, c'est l'opinion des dits maîtres de Paris qui compte : ce sont eux qui détiennent les cordons de la bourse et il faut surtout ne pas les « indisposer » ; les miettes que l'impérialisme français accorde à Bourguiba, contre le droit d'exploiter les ouvriers tunisiens, pourraient être de plus en plus maigres.

lyon

A Lyon, 27 travailleurs immigrés continuent la grève de la faim qu'ils ont commencée le 3 Mars. Cette semaine, le soutien s'est renforcé.

Lundi 12 Mars, un millier de personnes, à l'appel du Comité de soutien ont manifesté aux cris de « Abrogation de la Circulaire Fontanet », « Des papiers pour tous », « Travailleurs français-immigrés même combat », Pompidou — Bourguiba complices, « A bas l'impérialisme français ». Les diffusions de tracts avec panneaux dénonçant la Circulaire Fontanet, l'impérialisme français et le fantoche Bourguiba ont pris une grande ampleur sur les marchés, dans les quartiers populaires et le centre de la ville. Une collecte organisée à un gala de soutien aux grévistes de la SORMAE a réuni 4.700 F. L'occupation du siège de l'ANPE par une quarantaine de militants du PSU (GOP) et de Front Rouge et le tocsin sonné dans 20 églises de Lyon ont contraint le journal réactionnaire local, « le Progrès », à parler en première page de la lutte des travailleurs immigrés.

La lutte s'est renforcée malgré les manœuvres de la préfecture qui, rece-

vant des délégations des travailleurs et du comité de soutien à plusieurs reprises, n'a fait aucune proposition, comptant mais en vain, sur le découragement des travailleurs. Malgré aussi toutes les tentatives de sabotage de la CGT qui s'est faite le porte-parole direct de l'Agence pour l'Emploi. Lors de l'occupation de l'ANPE, vendredi, le directeur a aussitôt téléphoné à l'UD CGT qui le lendemain déclarait dans un communiqué : « Suite aux motions, pétitions et nombreuses démarches effectuées par les organisations CGT, l'UD informe que le directeur départemental de la main d'œuvre, M. Radix, a convoqué les travailleurs immigrés grévistes de la faim afin que la situation concernant leur contrat de travail soit régularisée. En ce qui concerne la carte de séjour, la préfecture s'est engagée à ce que le problème soit aussi régularisé ».

Les travailleurs immigrés n'ont aucune confiance dans ces messieurs « bons offices » de la CGT, qui étaient venus au bidonville de Feyzin pour les dissuader d'agir, qui, fin février à la réunion électorale du député P.C.F.

montpellier lille

A Montpellier, le 16 mars, 6 travailleurs immigrés ont entamé une grève de la faim pour réclamer la régularisation de leur situation et l'abrogation de la Circulaire Fontanet. Dans la seule région de Montpellier, Lunel, la Grande Motte, plus d'un millier de travailleurs seraient en situation « irrégulière » pour la loi bourgeoise, c'est-à-dire d'autant plus féroce exploités par les entreprises du bâtiment et de travaux publics.

Actuellement, un comité de soutien a été mis sur pied. Front Rouge y participe. Il se donne pour tâche de faire connaître largement localement la grève et d'organiser le soutien matériel et financier des grévistes. Il est constitué de militants provenant pour la plupart de diverses organisations. Et non pas, comme n'a pas manqué de le déclarer l'ex-candidat local de la ligue trotskyste, « d'un cartel d'organisations ».

A noter également la « visite », dès le début, d'agents de la force publique venant s'informer des conditions d'hébergement des grévistes de la faim.

L'idée qui progresse, c'est que cette lutte se rattache à une lutte d'ensemble nationale pour exiger l'abrogation de la Circulaire Fontanet : c'est ce qu'a souligné un camarade tunisien, lors d'une réunion du comité. « Abrogation de la Circulaire Fontanet », tel est le mot d'ordre inscrit sur une grande banderole à l'entrée du local des grévistes.

Correspondant Montpellier.

A Lille, un travailleur tunisien, monteur en chauffage central, dépose avant les congés 72, le dossier de renouvellement de sa carte de séjour. On lui certifie qu'étant « en règle », il l'obtiendra sans problème. Il part donc en vacances, en Tunisie. A son retour, son patron ne le reprend pas et on lui apprend qu'il n'aura pas sa carte. Pour l'obtenir, il lui faut... retourner en Tunisie et obtenir là-bas un contrat de travail ! La manœuvre est claire : il s'agit pour la bourgeoisie d'expulser ce travailleur. En Tunisie, il est certain qu'aucun contrat de travail ne lui sera proposé dans sa spécialité.

Lundi 11 mars, il se met en grève de la faim pour obtenir sa carte. Il est aussitôt rejoint par 2 autres travailleurs : une jeune tunisienne et un algérien. Une jeune française se joint à eux par solidarité.

Un comité de soutien se constitue aussitôt pour populariser la grève, élargir le soutien et engager le travail politique contre la Circulaire Fontanet. Les marxistes-léninistes (Front Rouge, Prolétaire Ligne Rouge) proposent des initiatives, un meeting samedi, une manifestation dimanche, un tract expliquant que cette Circulaire est une attaque contre toute la classe ouvrière, des interventions aux portes des principales usines. Nous jugeons en effet qu'il faut créer un rapport de force effectif, pour obliger l'agence de l'emploi à délivrer une carte de travail ; nous jugeons indispensable de lier la lutte pour la carte de travail au développement d'un vaste mouvement à l'échelle nationale pour l'abrogation de la Circulaire, capable de faire reculer la bourgeoisie.

Correspondant Lille.

paris

A l'initiative des Comités de Défense pour la vie et les droits des travailleurs immigrés (CDVTI) s'est tenu à la Mutualité à Paris le 18 mars un rassemblement qui devait déterminer les perspectives à donner au mouvement des travailleurs immigrés en lutte dans la région parisienne pour l'obtention de la carte de travail et pour l'abrogation de la loi Fontanet.

Dans la première partie consacrée aux luttes déjà menées, la volonté de donner la parole à tous, sans interventions préparées, a rendu l'exposé un peu confus. Mais toutes les interventions témoignaient de l'exploitation forcée des travailleurs immigrés et de leur volonté de lutte.

La deuxième partie était consacrée aux perspectives à donner au mouvement. L'inquiétude des travailleurs immigrés en lutte depuis plusieurs mois pour la carte de travail, et qui n'ont aujourd'hui qu'un sursis avec la carte de séjour, explique l'approbation qu'a rencontrée la proposition d'aller le lendemain lundi en manifestation au Ministère du travail pour arracher les revendications.

Mais le débat qui s'est engagé ensuite a fait apparaître les limites de la mobilisation : « pas plus de 200 immigrés vendredi à la main-d'œuvre à Paris. Ici, 500 personnes au total dont seulement quelques dizaines de Français. Aller demain à 4 ou 500 au ministère, c'est risquer la répression et casser le mouvement ».

Une camarade de Front Rouge est intervenue dans ce sens là, pour insister sur la nécessité d'une grande campagne d'explications afin de mobiliser largement les travailleurs français et immigrés : les immigrés concernés par la loi

Fontanet, mais qui n'ont pas encore de problème de carte (comme l'a souligné le camarade du CIP d'Oyonnax), les immigrés de nationalités que ne concerne pas théoriquement la loi Fontanet, en expliquant qu'elle vise l'ensemble des immigrés, les ouvriers français en expliquant que la Loi Fontanet est une loi anti-grève contre l'ensemble de la classe ouvrière : comment les ouvriers français pourront-ils voir leur grève aboutir dans une usine si les immigrés sont à chaque instant menacés d'expulsion ?

Pour réaliser une large mobilisation nationale, tout en prenant en mains les problèmes de carte des immigrés touchés par la loi, il faut réunir dans des comités tous ceux français et immigrés qui veulent lutter pour l'abrogation de la Circulaire Fontanet. Nous avons pris l'exemple du Comité de défense de Gennevilliers en voie de formation auquel nous participons activement, qui regroupe 40 français et immigrés, inorganisés ou de différentes organisations. Le comité va diffuser dans la semaine aux portes des grosses usines (Chausson, Valentine, Citroën, General Motors) et dans les quartiers populaires 20.000 tracts adressés principalement aux français, avec quelques lignes en arabe, portugais, yougoslave. Le comité interviendra vendredi dans une réunion à la MJC d'Asnières.

C'est dans le sens d'une large campagne d'explication et de mobilisation que l'Assemblée de la Mutualité s'est prononcée. La réunion s'est terminée par la liste des comités déjà existants ou en voie de formation (3è arr. ; 11è arr. ; 20è ; 13è ; 14è ; 15è ; Corbeil ; Nanterre ; Gennevilliers ; Clichy ; Asnières).

Correspondant Paris.

en vente: les brochures front rouge

- les OS face à l'intensification du travail 2F
- la paupérisation de la classe ouvrière 1F
- dans le nord
- l'interim: organisation et exploitation du chômage 2F
- le programme commun de la "gauche" 2F
- un programme bourgeois !
- ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

de mande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyer cette demande à Front Rouge
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous
à front rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 20 F	6 mois 10 F	1 an 40 F	6 mois 20 F
Pli fermé	1 an 70 F	6 mois 35 F	1 an 100 F	6 mois 60 F

abonnement: 3 mois: 5 f

HALTE A LA DEMAGOGIE DETERMINONS ET IMPOSONS NOS REVENDEICATIONS

Après l'échec électoral de la « gauche », maintenant que la mascarade électorale ne peut plus, pour un temps, être présentée comme solution miracle, les luttes revendicatives vont connaître, c'est sûr, un nouvel essor.

Face à ces luttes, la bourgeoisie a adopté une double tactique : d'un côté, avec la circulaire Fontanet, elle tente brutalement d'empêcher que se réalise l'unité de combat de la classe ouvrière, de ses couches les plus exploitées.

D'un autre côté, sur la lancée du « programme de Provins », elle va s'efforcer de borner les revendications ouvrières aux quelques miettes électorales proposées le 7 janvier par Messmer.

Le second tour à peine terminé, les états-majors CGT-CFDT se sont aussitôt mis en branle pour collaborer aux plans de la bourgeoisie. Dès le 15 mars, Séguéy déclare ouvertement : « Il est à présent de bonne guerre de placer le gouvernement au pied du mur de ses promesses électorales en lui proposant d'engager sans tarder la négociation sur les thèmes qu'il a lui-même mis en avant ». Ainsi les ouvriers sont prévenus : ordre leur est donné par Mr. Séguéy de se limiter à quémander, avec « beaucoup de réalisme et un grand sens des responsabilités » les miettes promises par Messmer.

Mais le programme électoral de Provins, copie tardive du programme commun, n'a rien à voir avec les revendications de la classe ouvrière. C'est au contraire une tentative de la bourgeoisie pour duper la classe ouvrière, pour lui faire accepter une exploitation accrue.

Pour faire échec à cette offensive démagogique, les marxistes-léninistes doivent donner corps aux véritables revendications de la classe ouvrière.

Alors que le coût de la vie augmente à toute allure, alors que Séguéy et

Messmer se querellent depuis des mois sur les 100.00 F/mois, réunissons des OS, des manœuvres, des ouvrières : il y a longtemps qu'avec 100.00 F, ce n'est même pas possible de survivre. Déterminons avec eux, sur la base de budgets ouvriers, le salaire minimum qui doit être actuellement exigé.

Alors que Messmer et Séguéy se querellent en public sur l'âge de la retraite, examinons dans des réunions de mineurs, de sidérurgistes, combien de leurs camarades sont en fait complètement usés et souvent assassinés par le capital bien avant 60 ans. Et tirons les conclusions !

Alors que Messmer et Séguéy se querellent sur le « retour progressif aux 40 h », organisons des assemblées de manœuvres, d'ouvriers du bâtiment, de métallos et déterminons avec eux la durée de la semaine de travail !

Alors que les « experts » du CNPF et ceux de la CGT et de la CFDT discutent, autour d'un tapis vert, des conditions de travail, rassemblons des ouvriers des chaînes, des ouvrières du textile ou de l'électronique. Demandons leur de se prononcer sur les revendications de leurs camarades de Jeager, de la SPLI, de Coframail : suppression du salaire au rendement !

En organisant, en centralisant la discussion et l'élaboration des revendications essentielles dans des assemblées ouvrières, les marxistes-léninistes auront en vue de construire une plateforme revendicative au niveau national.

Engager ce travail, c'est battre en brèche l'offensive démagogique de Messmer-Séguéy, c'est préparer efficacement les luttes à venir, c'est donner une perspective claire aux luttes revendicatives qui se déclenchent, c'est leur permettre de se transformer en une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière capable de faire reculer les exploités.

sormae

grève de 3 semaines sabotée par la c.f.d.t.

La SORMAE dépend d'une grosse entreprise de Travaux Publics la SAE qui emploie 9.000 ouvriers dans toute la région Rhône-Alpes. Elle a 5 chantiers dans la région lyonnaise où elle emploie plus de 90 % de travailleurs immigrés : algériens, tunisiens, marocains, espagnols, portugais, yougoslaves qui ont en majorité plusieurs années d'ancienneté. Seuls les petits chefs sont français.

Les ouvriers, en grève à partir du 21 février, réclament :

- la suppression du salaire au rendement par l'intégration de la prime de rendement au salaire de base. La prime de rendement constitue la moitié du salaire. Le patron en joue comme il en veut. Elle lui permet de maintenir un salaire de base très faible (il n'a pas bougé depuis 1968). Il y gagne car c'est sur la base de ce salaire que les intempéries sont payées. En plus, elle lui permet de diviser les ouvriers. Elle peut varier de 15 à 40 % « à la tête du client » : avec la même qualification et les mêmes horaires, un ouvrier européen gagne toujours plus qu'un ouvrier nord-africain.

- une amélioration des conditions de travail et de logement. Depuis le début du chantier, il y a eu déjà 8 morts à Rilleux.

- 50 cent. d'augmentation pour tous.

La CFDT a pris en mains la lutte par l'intermédiaire de permanents envoyés sur place, aucune section n'existant sur le chantier. Elle s'est arrangée pour être le seul intermédiaire entre la direction et les grévistes. Elle a tout fait pour saboter la lutte :

- les ouvriers veulent lutter jusqu'à la

victoire : les permanents CFDT n'arrivent pas de leur répéter que 200 grévistes ne pourront pas faire céder une boîte de 9.000 ouvriers.

- les ouvriers veulent maintenir le piquet malgré la présence constante des flics, la CFDT leur « conseille d'arrêter ».

- les ouvriers pour faire céder le directeur le séquestrent et occupent les locaux. Elle impose l'arrêt de la séquestration... après avoir téléphoné à la Préfecture !

- 3 jours avant la reprise, le directeur arrive sur le chantier avec les chefs pour couler une dalle de béton. N'arrivant pas à finir, il demande à la CFDT que les ouvriers viennent aider. Elle accepte, et déclare aux grévistes « qu'une dalle, ça coûte cher et que c'est dommage que ça se perde ! » Merci pour le patron !

Elle ne dira pas un mot, sur l'impérialisme qui force les immigrés à quitter leur pays pour mieux les exploiter en France et les expulser quand il n'en a plus besoin. Ainsi, elle refuse de lier la grève à celle des grévistes de Feyzin contre la Circulaire Fontanet. Il s'agit pour elle de 2 luttes différentes, « il ne faut pas tout mélanger », et on ne peut pas, selon elle, parler de l'impérialisme à des ouvriers encore peu organisés.

En laissant les ouvriers désemparés face aux flics et aux manœuvres patronales, en sabotant leurs initiatives, elle a eu moins de mal à imposer la reprise. Les ouvriers ont la promesse que les lois sur la sécurité seront appliquées, quant au salaire, il reste le même. Une moitié de la prime sera attribuée

en fonction des heures et de la tâche mais le reste, en fonction du rendement personnel de l'ouvrier : sur ces 50 % de la prime, le patron continuera à se rattraper. Un des ouvriers les plus combattifs est muté sur un chantier très éloigné, la CFDT se garde bien d'en parler et d'exiger son maintien à Lyon.

La CGT, elle, a brillé par son absence dans le camp de grévistes. Par contre, 2 petits chefs CGT se sont faits remarquer. A la première tentative de piquet, ils ont foncé dessus, devant leur échec, ils sont immédiatement allés prévenir le commissariat.

Les camarades de Front Rouge ont participé au comité de soutien et aux collectes. Ils ont pris de nombreux contacts avec les ouvriers au nom de Front Rouge. Ils ont montré le rôle des flics et leurs liens avec le Capital. Ils ont rappelé aux grévistes qui se plaignaient de la CFDT que son attitude avait déjà été la même dans d'autres grèves (Maillard, et Duclos, Villieu) parce que c'était sa ligne. Ils ont expliqué la lutte que menaient les grévistes de Feyzin contre la Circulaire Fontanet et ses liens avec la leur, contre un ennemi commun : l'impérialisme français. Leurs explications bien accueillies ont permis de nouer des contacts, qui pour la suite vont permettre une liaison plus profonde avec les ouvriers du chantier. A noter que si les états majors trotskystes ont participé au comité de soutien, c'était pour défendre fidèlement les consignes de la CFDT et cautionner la manière dont elle a saboté la lutte.

Correspondant LYON.

thionville
attendez le
12 mars
disait la c.g.t.
aux grévistes
de beyer

Pendant 15 jours, du 19 février au 5 mars, les travailleurs de l'entreprise de déménagement BEYER ont fait grève contre des salaires de misère : 830 F. et même 760 F. par mois. Ils ont dû faire face aux commandos de cadres, aux calomnies de la presse bourgeoise locale.

Leur grève a rencontré un fort soutien chez les employés des Nouvelles Galeries en grève l'an dernier, elles aussi contre des salaires de misère, et qui leur ont remis 3.000 F. de soutien, et qui sont venues avec des cheminots les soutenir au piquet.

Par contre, les révisionnistes, eux, se sont bien gardés de soutenir cette lutte. Un délégué CGT cheminot a retourné à des cheminots qui voulaient soutenir cette grève : « Ces gars-là ne savent pas s'y prendre. C'est idiot de débrayer en ce moment, le 12 mars, ils les auront, les 1.000 F. ! » (!). En pleine période électorale, soutenir les luttes, ça ne les intéresse pas, encore moins quand il s'agit d'une lutte contre un patron d'une de ces petites et moyennes entreprises que le Parti Révisionniste veut ranger dans son Union Populaire. C'est aussi ce qu'ont dénoncé les camarades de Front Rouge qui soutenaient la lutte au cours des meetings électoraux que les révisionnistes tenaient au moment des 15 jours de grève.

A BAS LA LOI DEBRE



La lutte des lycéens contre la loi Debré prend de plus en plus d'ampleur. En réclamant l'abrogation de cette loi, dont une disposition essentielle est la suppression des sursis, en reprenant à diverses reprises dans les manifestations le mot d'ordre : « A bas l'armée bourgeoise », des dizaines de milliers de lycéens s'opposent en fait aujourd'hui aux tentatives de renforcement de l'embranchement de la jeunesse intellectuelle par la bourgeoisie.

La mise en vigueur de la loi Debré le 1er janvier 73 est à la base du développement récent de cette lutte des lycéens. Le mouvement a pris rapidement un caractère de masse, et s'est étendu à la plupart des villes avec des grèves et des manifestations de rue, comme à Lille, où dès le 27 février 2500 lycéens étaient violemment réprimés par les CRS, comme à Toulouse où le 16 mars 10.000 lycéens ont bloqué le centre de la ville durant 2 h.

Mise au point en juillet 70, la loi Debré a été élaborée au lendemain de mai 68 où de larges couches de la jeunesse étudiante étaient entrées en lutte contre la société capitaliste. Cette loi vise à faire passer par l'armée les futurs étudiants avant leur entrée à l'université, la bourgeoisie jugeant que des étudiants sursitaires, ayant pu se politiser et participer à des luttes révolutionnaires sont moins « malléables », moins aptes à se soumettre à l'embranchement de l'armée bourgeoise. Dès le 9 avril 69, dans « Carrefour », le général fasciste Vanuxem, ex-chef OAS, annonçait la couleur : « Il est nécessaire d'associer l'armée et l'école. Il faut les faire se suivre dans leur action avec le moins de coupure possible, il faut pour cela que... l'âge d'incorporation des jeunes se situe vers la fin de leur 18^e année, permettant à l'adolescent de passer de l'école à l'armée, en évitant certaines contagions désastreuses ». C'est exactement le but de la loi Debré.

D'autres mesures récentes vont dans le même sens, telle la loi de juillet 72, fixant le « statut général du militaire » auquel les appelés du contingent sont désormais soumis ; d'après ce statut, toute discussion politique, toute littérature révolutionnaire sont rigoureusement interdites dans et hors la caserne pendant la durée du service. Et dans un document de la sécurité militaire de début 72, le ministre des armées recommandait aux officiers et sous-officiers de « faire plus que jamais, inopinément l'inspection systématique des armoires individuelles de la troupe... lorsque des indices de subversion sont relevés ».

La lutte contre ces mesures peut être pour de nombreux lycéens, un premier pas vers la lutte, aux côtés du prolétariat, contre la domination de la bourgeoisie.

A BAS LA LOI DEBRE ! A BAS L'ARMÉE BOURGEOISE !

vendredi 30 mars à 20h
salle lancry 10 rue lancry
OUI LA REVOLUTION
EST POSSIBLE
meeting front rouge

Après le cirque électoral quelles sont les perspectives révolutionnaires ?

Engageons la lutte pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, contre l'exploitation capitaliste, pour le renforcement des comités Indochine Palestine.

projection du film
quand ils étaient
ministres

Entrée sur invitation gratuite délivrée à l'entrée de la salle.

les élections dans les colonies une sinistre farce de l'impérialisme français

Révissionnistes et réformistes s'étonnent, une fois de plus, de la fraude électorale dans les DOM TOM. S'ils n'avaient pas renié depuis longtemps les enseignements du marxisme-léninisme ils sauraient que les règles de la démocratie bourgeoise ne sont qu'une façade à laquelle la bourgeoisie est prête à renoncer si son pouvoir est réellement en jeu.

C'est bien le cas en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion, et dans les soi-disant « Territoires d'Outre-Mer », où les peuples de ces pays ont inscrit l'indépendance à l'ordre du jour. L'impérialisme français ne s'y maintient que par une féroce répression policière. La fraude électorale n'en est qu'un aspect.

Révissionnistes et réformistes peuvent bien s'en étonner, eux qui sont pour le maintien de l'impérialisme français dans les DOM TOM. En réalité, ils s'indignent simplement de ne pas avoir le droit de partager le gâteau

avec l'UDR. Mais malgré tous leurs efforts pour redorer le blason de la démocratie bourgeoise : 37,76 % des électeurs (selon les chiffres déjà truqués de la bourgeoisie) se sont abstenus dans les DOM TOM. Et à la Guadeloupe, des milliers de personnes ont manifesté contre des élections truquées.

La liste des fraudes est éloquent. Un candidat UDR se fait accompagner, comme assesseurs, de CRS en armes ; le représentant du préfet enlève une urne dans une circonscription où le candidat UDR est en danger ; certains électeurs votent plusieurs fois ; le candidat UDR fait chercher des électeurs en car, et le billet de retour, c'est... le bulletin du rival de l'UDR, qu'il faut donc ne pas avoir mis dans l'urne. Bref, la seule leçon à tirer de cette sinistre farce électorale, c'est que, pour les peuples des DOM TOM, il n'y a rien à attendre de élections organisées par l'impérialisme. La seule voie pour eux est la lutte armée de libération nationale.

dans les bagnes de thieu

Témoignage de Debris et Menras (suite et fin)

DANS LES BAGNES DE THIEU :
CASSER PHYSIQUEMENT ET MORALEMENT LES PRISONNIERS.

CHI HOA est la prison centrale de Saïgon. 8.000 prisonniers y sont entassés, en attendant peut-être d'être déportés vers d'autres bagnes (Poulo, Condore etc.) ou assassinés au cours de transferts de nuit. A CHI HOA, le régime de Thieu fait régner la terreur par l'intermédiaire de prisonniers de droit commun, qui, pour le droit de se livrer au trafic, sont utilisés comme Kapos. Armés de matraques, de chaînes de vélo, de couteaux, ils sont chargés de réprimer les politiques.

La prison baptisée centre de « rééducation » a sa salle de torture. On la transforme en salle de cinéma dès qu'il y a une visite officielle... Des prisonniers passent des mois pieds et poings liés à une barre de fer. La répression est systématique : certaines cellules, celles des prisonniers politiques les plus fermes, n'ont pas de fenêtre. Vingt personnes ou plus y sont entassées. Les rations alimentaires sont minuscules. Quant les prisonniers politiques d'une cellule engagent une lutte, (amélioration des rations etc) les kapos se précipitent vers la cellule, ils jettent des grenades vomitives, de la chaux vive qui brûle la peau. Et quand ils pénètrent dans la cellule, ils frappent, ils frappent.

En prison il s'agit de briser physiquement et psychologiquement les prisonniers politiques. On exige des détenus qu'ils saluent le drapeau de Saïgon tous les matins au garde-à-vous. Ceux qui refusent sont matraqués et laissés pour morts, puis s'ils vivent encore classés comme obstinés, et mis au secret et aux fers dans une cellule spéciale. Certains passent 6 mois sans aller dans la cour, sans voir le soleil. Au bague de Poulo Condore, les prisonniers sont entassés dans des cages, les cages à tigrés, où, trop nombreux, ils n'ont pas assez de place et doivent établir des tours de rôle pour dormir. L'eau est rationnée, il faut se laver avec son urine. Les cages ne reçoivent pas de lumière. Des prisonniers ont passé là 15 ans. Une campagne de presse les a dénoncés en Occident. Thieu a dit qu'elles n'existaient plus. Or, en ce moment même, on construit encore des cages à tigrés, le gouvernement Nixon a donné 400.000 dollars à une firme américaine la RMK pour construire de nouvelles cages encore plus petites.

Les prisonniers qui ont vécu dans ces cages ont les genoux cassés. Jamais plus ils ne marcheront. A CHI HOA ceux qui reviennent de Poulo Condore se déplacent sur de petits bancs de bois qu'ils se sont fabriqués.

THIEU PREPARE UNE GIGANTESQUE LIQUIDATION DES PRISONNIERS POLITIQUES.

Depuis quelques mois, la répression est devenue encore plus féroce.

Au moment de la grande offensive du printemps 72 du FNL ont été arrêtés beaucoup d'étudiants, d'avocats, de juristes, de professeurs, de moines bouddhistes. C'étaient les éléments, de

LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES

Le plan de liquidation des patriotes détenus, dénoncé par Debris et Menras est entré en application. Récemment, des pêcheurs ont repéré, au large des côtes, des centaines de cadavres. Et on est sans nouvelles d'un grand nombre de disparus lors des opérations de « dispersion » ou de soi-disant « libération » dont il est question dans le témoignage des 2 jeunes français. « Nous sommes continuellement menacés. Nos conditions de vie même n'ont aucune garantie » disent, dans une lettre ouverte, 8000 détenus du bague du POULO CONDOR.

Une fois de plus, Thieu viole les Accords de Paris ! Il prétend détenir 5000 civils, alors que près de 300.000 patriotes restent enfermés dans un millier de prisons connues ou secrètes. Leurs conditions de détention restent inhumaines, et le contraste est saisissant entre l'excellente santé des pirates de l'air US libérés en RDV, et les mutilations physiques des rares patriotes libérés par Thieu. Dans l'administration pénitentiaire, les « conseillers civils » US restent en place, et on sait que certains participent directement aux tortures. Loin de libérer les détenus, Thieu a lancé de nouvelles vagues d'arrestation (plus d'un millier à Hué de 29 Janvier au 4 Février). Sur tous ces points, les Accords de Paris sont violés par les bandits américains-fantoche.

Et c'est une politique délibérée de Nixon. Car ses prisonniers sont des cadres et des combattants du FNL, aguerris dans ces véritables « écoles de la révolution » que sont les prisons. Ce sont aussi les principaux responsables et les éléments les plus actifs de la 3e composante c'est pourquoi Thieu redoute par-dessus tout leur remise en liberté.

Mais ni la maladie, ni l'infirmité, ni des années de torture et de répression, n'ont réussi à briser leur volonté de reprendre leur place au combat ! Aujourd'hui, de toutes leurs forces, le G.R.P. et la R.D.V. luttent pour une application totale des Accords de Paris, et particulièrement du protocole concernant les prisonniers politiques ! Nous devons soutenir cette lutte et, par une campagne d'information, par des pétitions, par toutes sortes de moyens, EXIGER LA LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES.

plus en plus nombreux qui, dans les villes, s'opposaient à la dictature de Thieu, créaient de nombreux mouvements légaux d'opposition à la guerre américaine. Ces mouvements prenaient de plus en plus d'ampleur. C'est leur ensemble qu'on appelle la troisième force. Ils vont subir dans les bagnes un régime aussi dur que les prisonniers du FNL.

Les pourparlers de paix engagés en octobre 72 entre Kissinger et Le Duc Tho vont entraîner l'aggravation de la répression. Le 15 novembre 72, le colonel Nguyen Van Vê, connu comme le père des cages à tigrés est nommé directeur de la prison de Chi Hoa. Le 10 décembre, 100 policiers de combat viennent à la prison. Leur tâche : disperser les prisonniers de chaque cellule en petits groupes. Comme ça impossible de savoir ce que deviennent ses amis. Les visites des familles sont interdites. C'est la préparation de liquidations massives. Beaucoup de prisonniers sont transférés de nuit dans d'autres prisons, certains sont liquidés pendant le trajet. A Chi Hoa, les promenades sont maintenant interdites. Enfin on mélange prisonniers politiques et de droit commun et on maquille les fiches des prisonniers politiques en droit commun. Comme ça ; Thieu pourra ne pas les libérer malgré les Accords de Paris. C'est en partie pour se donner le temps d'exécuter de telles manœuvres que Thieu et Nixon ont repoussé la signature de l'Accord de Paris à janvier 73. Un nouveau convoi de 420 prisonniers dont 53 paralytiques

et tuberculeux part pour Poulo Condor. Il est impensable que ces 53 puissent survivre, isolés, sous-alimentés sans médicaments, sous les coups. Le 28 décembre, on annonce à DEBRIS et MENRAS qu'ils sont libérés et expulsés.

C'est parce que Thieu ne peut les liquider. (Leur cas est trop connu dans le monde) ; qu'il les expulse pour qu'ils ne soient pas témoins de la liquidation systématique entreprise. Les prisonniers politiques se réunissent et leur disent : « Il faut partir, il faut témoigner ». Le 29 décembre, ils quittent le Vietnam.

Depuis janvier, Thieu multiplie les manœuvres. Ainsi il vient d'annoncer qu'il libérerait 10.600 prisonniers, sans les remettre au GRP comme l'exigent les Accords de Paris. Ainsi, personne ne peut vérifier leur libération et quand on demandera plus tard la libération de tel ou tel prisonnier, Thieu répondra « je les ai déjà libérés ». Ces crimes sont pour Thieu une question vitale. Si les prisonniers politiques sont libérés, ils témoignent et les cadres qui se sont éduqués en prison joueront un grand rôle dans les luttes à venir.

C'est une liquidation systématique de dizaine de milliers de prisonniers qui a déjà commencé. L'opinion mondiale peut contribuer à la rendre plus difficile, plus restreinte, à l'empêcher.

Nous devons intensifier notre action pour leur libération.

TOUS SOLIDAIRES POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS.

HALTE AUX MENACES DE NIXON

Nixon vient de menacer ouvertement la RDV de reprendre sa guerre d'agression. Pour cela il a inventé de toutes pièces de soi-disant infiltrations de soldats du nord au sud (toujours le même prétexte).

Pourtant en signant les accords de Paris, le 28 janvier, Nixon savait qu'ils ne lui étaient pas favorables. Mais il comptait sur les efforts de Thieu, son homme de main à Saïgon, pour saboter au mieux l'application des Accords.

Et effectivement Thieu a bien rempli sa besogne. Le nombre de violations des accords, depuis un mois et demi, ne se compte plus. Des attaques incessantes contre les zones libérées, le refus de libérer les prisonniers politiques, le refus d'instaurer les libertés démocratiques au Sud-Vietnam, le refus de laisser les paysans, enfermés dans les camps de réfugiés, regagner leurs villages, de multiples obstacles au fonctionnement normal des commissions mixtes prévues par les accords... il faut dire aussi que les américains ont largement mis la main à la pâte puisque de nombreux « conseillers civils » US restent pour contrôler tous les rouages de l'administration et de l'armée fantoche, et même, que leur nombre s'est augmenté de militaires « rendus à la vie civile » pour la circonstance.

Pourtant malgré tous ces efforts, l'influence de la clique US-Thieu diminue de jour en jour. Les mutineries et les désertions ne cessent pas dans l'armée fantoche (en 10 jours dans la

province de CA MAU 1.000 désertions et 31 mutineries). Malgré les interdictions de Thieu, des contacts se nouent à tous les échelons entre les membres de l'administration ou de l'armée fantoche et les patriotes. Les manifestations favorables au G.R.P. et à la paix se multiplient dans les zones contrôlées par Thieu... La signature des accords a suscité un grand espoir au Vietnam, et le peuple Vietnamien est déterminé à lutter pour leur application totale. Sur le terrain de la lutte politique, les US-Thieu sont perdants, comme ils l'ont été sur celui de la lutte armée.

C'est bien ce qu'a compris Nixon ; et c'est pourquoi il menace d'intervenir à nouveau. Ces menaces arrivent au moment où les USA entreprennent des vols de reconnaissance au-dessus de la RDV, où sont signalées des livraisons clandestines d'armes US à Saïgon, depuis le Japon, et alors que les opérations de déminage des ports de la RDV traînent.

L'agression reste le fond de la nature de l'impérialisme US. Il la poursuit au Cambodge en bombardant jusqu'aux environs immédiats de Pnom-Penh ; il l'a poursuivie au Laos en continuant à bombarder les zones libérées malgré les Accords de Vientiane, il la poursuit depuis un mois et demi au Vietnam par Thieu interposé, et menace de ré-intervenir directement.

DÉNONÇONS PARTOUT CES MANŒUVRES DE GUERRE DE L'IMPÉRIALISME US !

P''C''F complice de l'impérialisme français

Vendredi 26 janvier se tenait à St-Fons, dans la banlieue de Lyon, un « meeting de soutien au Vietnam » organisé par le P.C.F.

A la tribune se trouvait le révisionniste FOURNIAU grand spécialiste du Vietnam, au sein du P.C.F. Evoquant la signature des accords sur le cessez-le-feu et l'« aide internationale » pour la reconstruction du Vietnam, le révisionniste Fourniau commence par se scandaliser de ce que le gouvernement et les trusts français n'aient pas encore offert leurs services.

Puis précisant sa pensée, il déclare tout net : « Au Vietnam, il y a une

place à prendre ! et là-bas, notre langue est connue, nos marchandises appréciées ! »

Voilà bien le fin mot de l'histoire : si le P.C.F. a complètement renié les glorieuses traditions de lutte du prolétariat de France, il n'a en revanche rien oublié du colonialisme français qu'il considère comme une aubaine. Partout où il y aura des places à prendre, partout où il y aura des places à prendre, partout où il s'agira de renforcer les positions de l'impérialisme français, le P.C.F. répondra présent, mettant fièrement en avant l'héritage des colonialistes !

Correspondant St-Fons

LIBERTE TOTALE POUR ABOU DAUD ET SES COMPAGNONS

ABOU DAUD et ses compagnons ne seront pas exécutés. En les arrêtant, au moment où ils s'apprétaient à passer en territoire occupé, et en les condamnant à mort, Hussein exécutait la tâche que lui avait fixé l'impérialisme US et le sionisme : frapper la révolution palestinienne dans le dos alors qu'elle s'oriente résolument vers la lutte en territoires occupés.

Hussein a dû reculer devant la mobilisation populaire dans tous les pays arabes, même en Jordanie. En effet, alors que certains de leurs dirigeants tergiversent sur les meilleurs moyens d'étouffer la révolution palestinienne et d'arriver à un compromis avec les sionistes, pendant ce temps, les peuples arabes, eux, soutiennent sans réserve la révolution palestinienne. Au Koweït, au Liban, en Syrie, ... des milliers de manifestants ont exigé la liberté pour ABOU DAUD et ses compagnons.

ABOU DAUD et ses compagnons ne seront pas exécutés, mais ils ne sont pas encore libres, et tant qu'ils restent dans les prisons du bourreau Hussein, leur vie est en danger.

LIBERTE POUR ABOU DAUD ET SES COMPAGNONS !

guerre du peuple en territoires occupés

Sous l'impulsion des dirigeants de l'O.L.P., la guerre du peuple palestinien en territoire occupé prend de l'ampleur. Voici d'après l'agence palestinienne W.A.F.A., les opérations de la première quinzaine de mars.

4/3 : marche des habitants de KIFR BARAAM pour protester contre les sionistes qui les ont expulsés de leur village.

4/3 : attentat contre une patrouille sioniste dans le camp de réfugiés d'EL CHATEE (Gaza) : 2 morts, un véhicule endommagé.

5/3 : attaque d'une colonne de chars sionistes dans le Nord-Sinaï.

8/3 : attentat contre une patrouille à Gaza : 1 mort, 1 blessé.

8/3 : sabotage de la ligne de chemin de fer Jérusalem-Tel Aviv : 1 train de marchandises détruit et le trafic interrompu.

9/3 : embuscade contre une patrouille près de Gaza : plusieurs morts après une bataille de 6 h.

Embuscade près de Beersheba : 5 morts et des blessés.

le sionisme, instrument de l'impérialisme US au moyen-orient

Comme presque chaque année, Golda Meir vient d'effectuer un fructueux voyage d'affaires aux Etats-Unis. En combattant la Révolution Palestinienne et en menaçant de façon permanente les peuples arabes, l'Etat sioniste d'Israël rend des services inestimables à l'impérialisme US, et ces services se paient cher.

Cette année, Golda Meir ramène dans sa valise 24 bombardiers « Phantom » et 24 avions légers « Skyhawk » : Ce qui portera à 374 le nombre d'avions de l'armée sioniste, la plus forte aviation du Moyen Orient. Les USA envoient des spécialistes participer à la fabrication des « Super-Mirages » Israéliens (moteurs US des « phantoms » montés sur des Mirages). Israël bénéficiera ainsi de « l'expé-

rience » acquise par l'armée US en Indochine.

Sur 20 ans, de 48 à 68, l'aide US, gouvernementale et privée, à Israël, s'est élevée à 36 milliards de dollars. Depuis l'arrivée de Nixon, en 68, la seule aide gouvernementale est de 1,2 milliards de dollars ; à cette somme il faut ajouter les nombreux capitaux US privés qui viennent « s'investir » en Israël.

Quant à l'aide militaire elle est pratiquement illimitée depuis qu'une loi en 71, autorise Nixon à livrer du matériel militaire à Israël sans plafond financier (c'est le seul pays au monde qui bénéficie d'un tel « privilège »). C'est aussi le seul pays au monde dont les militaires sont autorisés à s'entraîner aux USA à l'utilisation des armes nucléaires !